

# l'encre rouge



Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

N° 7 – NOVEMBRE 2008

## Le PST se redresse



Congrès du PdT Genève - 17, 18 octobre  
Préparation du Congrès national

Le premier week-end de novembre, le Parti Suisse du Travail a tenu son 19ème congrès ordinaire, dont le thème essentiel était l'identité du Parti. Le constat de départ était que le Parti est aujourd'hui devenu très faible, mais aussi qu'il a toutes les chances de redevenir une force politique qui compte. Car la crise financière que nous vivons actuellement, qui est en fait une crise sans précédent de tout le système capitaliste, change radicalement la donne. Aujourd'hui que le capitalisme connaît sa pire crise depuis 1929, que la bourgeoisie en vient à paniquer se sentant plus faible que jamais, que la presse financière elle-même parle de « crise du capitalisme » ; aujourd'hui que les Etats bourgeois trouvent des fortunes mirobolantes pour renflouer les spéculateurs alors que pour le social des sommes bien moindres seraient apparemment trop chères, que l'économie mondiale entre en récession avec ses conséquences d'appauvrissement général et de chômage généralisé, que le capitalisme n'a guère d'autres opportunités de redressement que de nouvelles guerres, un parti comme le notre devient plus nécessaire que jamais.

Cela à condition de relever les défis qui se présentent à nous, d'oser jouer notre rôle, d'oser être communistes. L'analyse que partage une large majorité des militants du PST est que si nous sommes faibles aujourd'hui, ce n'est pas

seulement à cause de la chute du bloc soviétique (il serait trop facile de rejeter la faute sur le PCUS), mais surtout à cause de la posture complexée face au communisme que nous avons de plus en plus adopté au cours des années, arrivant finalement au flou idéologique ; nous avons certes pu ainsi nous intégrer parfaitement à la démocratie libérale et étions devenus politiquement corrects, mais aussi, hélas, politiquement inutiles ; ce qui rendait notre déclin inévitable. Mais remonter la pente ne tient qu'à nous. Pour cela, nous devons oser jouer notre rôle de Parti de classe, de Parti de tous ceux que le capital opprime ; oser mener une vraie lutte idéologique contre les exploités et leurs médias, car « les victoires idéologiques précèdent toujours les victoires politiques » (Antonio Gramsci). Et mener une lutte idéologique signifie renouer de façon décomplexée avec notre idéal communiste et notre pensée marxiste-léniniste, oser afficher clairement notre but qui est de construire une société socialiste, reposant sur la démocratie populaire et une économie planifiée, afin de rompre avec la ploutocratie qui nous impose ses intérêts en bafouant la démocratie qui n'est que formelle, et de rompre avec le marché qui détruit notre planète et se nourrit du sang des peuples.

Dans cet esprit, l'écrasante majorité des délégués a rejeté une résolution vaudoise, demandant d'initier une fusion de tous les mouvements à la gauche du Parti socialiste, et une résolution jurassienne, qui, elle, proposait de créer une « fédération de la gauche combative » comme étape préalable à cette même fusion. En effet ces deux résolutions étaient dangereuses car, fondées sur une incompréhension abyssale de notre rôle, elles proposaient de dissoudre notre Parti dans un grand machin auberge-espagnole, qui n'aurait pu avoir que l'opposition molle à la droite comme seule ligne politique, vue la diversité des mouvements à la gauche du PS ; accepter ces résolutions suicidaires aurait signé la mort du communisme en Suisse. Le congrès a également approuvé une résolution zurichoise, ayant pour objet la rédaction d'un nouveau pro-

JAB  
1211 Genève 8

Bulletin d'information du  
Parti du Travail genevois  
Paraît 10 fois l'an

Rédaction-administration  
25, rue du Vieux-Billard  
case 16 - 1211 Genève 8  
ptsg@worldcom.ch  
site internet www.pdt-ge.org  
tél. 022.322.22.90  
fax 022.322.22.95  
ccp:12-8747-5

Editeur responsable:  
Jean-Luc Ardite

Ont collaboré à ce numéro:  
Jean Spielmann, Esteban Munoz,  
Alexander Enline et René Ecuyer.

Responsable expédition:  
Rolf Dornbierer

Impression:  
PdT 25 Vieux-Billard  
Prochaine parution:  
Décembre 2008

Tarif abonnements:  
1 an Fr. 20.-, soutien Fr 40.-  
donateur Fr. 60.-

gramme politique pour 2010, afin de re-fonder notre ligne. La section bernoise avait présenté deux résolutions qui ont été acceptées, mais sur lesquelles nous prendrons une résolution définitive lors d'un congrès extraordinaire au printemps 2009. Une de ces résolutions demande de refuser toute adhésion de la Suisse à l'Union Européenne, qui est une construction technocratique et scandaleusement antidémocratique, et dont le seul but est de défendre les intérêts du capital et d'imposer le néolibéralisme aux peuples. La quasi-totalité des membres de notre Parti sont d'accord avec cette position, mais le congrès a préféré reporter la décision finale afin de pouvoir étudier en profondeur le sujet et développer une argumentation sérieuse. L'autre résolution des camarades bernois demande le changement du nom du PST en Parti Communiste Suisse, avec le droit pour les sections qui le souhaiteraient de garder leur nom actuel. Néanmoins, le congrès a préféré également reporter la décision finale de six mois afin de motiver le changement de nom par un texte politique qui expliquera ce que signifie pour nous le communisme.

Le congrès a décidé également de lancer un appel de solidarité avec notre camarade bernois Rolf Zbinden, scandaleusement condamné et licencié de son poste d'enseignant pour participation à une manifestation contre l'UDC, qui avait certes dégénéré en émeute, mais sans toutefois que notre camarade ait toutefois pris part aux violences : une décision qui nous ramène aux années noires du maccarthysme ! Nous avons également réélu notre camarade Nelly Buntschu, ex-conseillère administrative à Vernier, à la présidence du PST, où elle a accompli un travail remarquable. Suite à la volonté de notre secrétaire national sortant, Raphaël Fehlmann, de ne pas se représenter à un nouveau mandat pour des raisons professionnelles, nous avons élu au secrétariat national notre jeune camarade tessinois Leonardo Schmidt auquel nous souhaitons bonne chance. Nous devrions prochainement trouver un deuxième secrétaire pour la Suisse alémanique.

Alexander Eniline

## Mots d'ordre du Parti du Travail VOTATION DU 30 NOVEMBRE



### VOTATION FÉDÉRALE

Cochez votre réponse

1	Acceptez-vous l'initiative populaire "Pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantine" ?	<b>non</b>
2	Acceptez-vous l'initiative populaire "Pour un âge de l'AVS flexible" ?	<b>oui</b>
3	Acceptez-vous l'initiative populaire "Droit de recours des organisations: Assez d'obstructionnisme - Plus de croissance pour la Suisse!" ?	<b>non</b>
4	Acceptez-vous l'initiative populaire "Pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse" ?	<b>oui</b>
5	Acceptez-vous la modification du 20 mars 2008 de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (Loi sur les stupéfiants) ?	<b>oui</b>



### VOTATION CANTONALE

1	Acceptez-vous la loi modifiant la loi générale sur le logement et la protection des locataires (LGL - I 4 05) - (D 1 05 - 10099, article 2, alinéa 3), du 14 mars 2008 ?	-
2	Acceptez-vous la loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève (A 2 00 - 10221), du 29 avril 2008, (Contreprojet à l'IN 135 "Anti dette", qui a été retirée) ?	<b>non</b>
3	Acceptez-vous l'initiative 134 "Pour un cycle qui oriente" ?	<b>non</b>
4	Acceptez-vous la loi modifiant la loi sur l'instruction publique (Un cycle d'orientation exigeant et formateur pour tous) (C 1 10 - 10176), du 12 juin 2008, (Contreprojet à l'IN 134 "Pour un cycle qui oriente") ?	<b>oui</b>
5	Question subsidiaire: Si l'initiative (IN 134 "Pour un cycle qui oriente") et le contreprojet sont acceptés, lequel des deux a-t-il votre préférence? Initiative? Contreprojet? (IN = initiative 134 CP = contreprojet)	<b>cp</b>
6	Acceptez-vous la loi sur l'université (C 1 30 - 10103), du 13 juin 2008 ?	<b>non</b>



## Les partis de droite: valets de la finance

500.000.- frs versés par l'UBS aux partis libéral et radical, 300.000.- frs versés par le Crédit Suisse au parti démocrate chrétien !

L'ampleur des chiffres révélés par le SonntagsBlick concernant le financement des partis bourgeois par les grandes banques privées peut surprendre, mais faut-il vraiment s'étonner ?

Les banques savent qui défend leurs seuls intérêts au détriment de la collectivité: au moment où l'Etat est contraint à des économies de bouts de chandelles sur le dos des plus démunis, la promptitude avec laquelle l'UBS a été soutenue par 60 milliards d'argent public provenant de la Banque nationale - sans s'encombrer de la démocratie parlementaire – souligne bien le caractère intéressé de ces liens.

Cette question n'est pas anodine, ni nouvelle. Non contents de biaiser le jeu démocratique à coup de campagnes politiques et médiatiques financées par l'argent des épargnants, les partis bourgeois lancent depuis des années des attaques véhémentes contre notre parti, la presse n'hésitant pas à se faire le relais de ces calomnies. Était-ce une manière de détourner ainsi l'attention de leurs propres financements? De décrédibiliser toute source de critique à leur égard?

Les milieux bancaires et leurs représentants aux parlements se comportent comme une seule et même classe, classe dont la poursuite de l'enrichissement et l'utilisation du pouvoir politique à cette seule fin apparaît de plus en plus comme une évidence, classe dont les membres savent se soutenir mutuellement lorsque le vent tourne. En pleine crise du capitalisme, il est nécessaire de leur opposer clairement et fermement l'intérêt général, notamment en nationalisant la première grande banque suisse.

**Parti du Travail genevois**

Parti suisse du Travail PST-POP

## Déclaration de solidarité avec Rolf Zbinden

Le 19e congrès du Parti suisse du travail a décidé à l'unanimité de déclarer sa solidarité avec le conseiller communal bernois (législatif, élu du PST) Rolf Zbinden.

Rolf Zbinden a été jugé coupable de contrainte et d'émeute devant le tribunal de Bern-Laupen le 28 octobre 2008, pour avoir fait usage du droit de manifestation lors de la «Marche sur Berne» de l'UDC l'automne dernier.

Le Parti du Travail PST-POP est choqué par ce jugement scandaleux, qui a fait de Rolf Zbinden un exemple et criminalisé l'opposition démocratique contre le projet fascistoïde de l'UDC. Le message du jugement est très clair: les professeurs n'ont plus le droit à la libre expression. Par cet exemple, la justice politique ne souhaite qu'une chose: éloigner les citoyens de toute forme de résistance. Elle n'y parviendra pas !

En outre, Rolf Zbinden a été condamné pour «menaces et violence contre la police» par ce même tribunal et le même jour, en première instance. Rolf Zbinden aurait menacé et frappé un policier lors d'une manifestation de solidarité contre l'expulsion d'une maison de jeunesse à Copenhague en mars 2007, devant l'ambassade danoise à Berne. Ces faits sont totalement démentis par l'intéressé ainsi que par deux témoins.

Bien que le juge ait insisté sur la crédibilité des témoignages des personnes présentes lors des faits, les déclarations pourtant contradictoires de deux policiers l'ont emporté et Rolf Zbinden a été condamné à 10 jours-amendes. Son avocat a fait appel contre ce jugement le même jour.

Le licenciement de Rolf Zbinden de son poste à l'école professionnelle artisanale et industrielle de Berne (Gewerblich-Industrielle Berufsschule Bern, GIBB), basé sur ce jugement, est inacceptable pour le PST-POP.

Le congrès du PST-POP exige par conséquent le retrait du licenciement prononcé contre Rolf Zbinden, qui intervient après 25 ans d'enseignement dans cet établissement.

## Brèves

### Logements : retour à la lutte des classes !

La nouvelle politique du logement est en action, lancée à grands coups de PUB par Mark Muller, signée par l'Asloca, approuvée par les socialistes, cette nouvelle politique interpellait les Genevois. Avec l'article de la Julie du 10 novembre la population sait désormais un peu mieux de quoi il en retourne.

Mark Muller et ses amis sont en train de nous préparer de nouveau logement bon marché. Mark Muller a été on ne peut plus clair : « Les riches et les pauvres ne s'achètent pas les mêmes voitures ». Alors pourquoi construire les mêmes logements pour tous ? Des mesures draconiennes seront prises 1/3 de moins que les prix du marché. Aux mépris des règlements et lois, les pièces seront 20 % plus petites, les plafonds plus bas, plus de toilettes séparés, plus de Parking pour les voitures, des espaces sans fenêtres etc... Pourquoi ne pas prendre exemple sur certaines cités françaises construites avec des WC à l'étage et plus de 10 étages sans ascenseurs pendant qu'ils y sont!

### Pierre Weiss se fâche tout rouge !

Sans doute un peu énervé par les résultats obtenus par la liste de l'AVIVO lors des élections à la constituante, Pierre Weiss rouge de colère demande sur les ondes de la TV « que la cours des comptes soit mandatée pour contrôler les comptes de l'AVIVO ! »

Pour améliorer un peu sa crédibilité, Pierre Weiss pourrait en profiter pour présenter à la population les comptes du nouveau Parti Radical-Libéral et l'utilisation des millions versés par l'UBS pendant des années à ses deux partis préférés et combien docile et servile avec les banquiers.

# Pas un sou pour l'UBS !

Aux actionnaires de  
l'UBS de payer !!



Les actionnaires de l'UBS, en bons capitalistes, ont mené l'entreprise à la déroute par leur cupidité. C'est donc à eux de payer, et non à nous tous/-tes. Durant des années, les actionnaires de l'UBS ont exigé un rendement sur leurs capitaux de 15 à 20%. Un tel rendement ne peut être atteint qu'en-dehors de l'économie réelle, à travers la spéculation. L'investment banking de l'UBS a accepté tous les capitaux étrangers et spéculé avec tout ce qui apportait des profits. C'est ainsi que les prix des matières premières et des aliments ont flambé. Des firmes saines ont été achetées, séparées et revendues avec profit ; des milliers de personnes ont perdu leur travail dans l'opération. Avec les hypothèques pourries des USA, l'UBS a également commencé par faire des bénéfices confortables ; mais la bulle spéculative a désormais éclaté. De telles bulles surviennent régulièrement dans un système capitaliste. Le capitalisme est le problème, et non les escrocs. Momentanément, de telles bulles sont fréquentes, car les possédants se partagent toujours mieux le gâteau, et les travailleurs en reçoivent toujours moins. Les travailleurs dépensent tout leur argent pour assurer leur subsistance, les riches l'investissent dans des bulles spéculatives. Dans le système capitaliste, le meilleur moyen de corriger ce problème est la hausse des salaires.

## BATTEZ-VOUS POUR UNE HAUSSE DES SALAIRES ET UNE BAISSÉ DES PROFITS DES ACTIONNAIRES !

Les bonus excessifs des managers de l'UBS ne sont pas la cause première de la débâcle de l'UBS. Si les managers avaient reçu moins, les actionnaires UBS auraient gagné encore plus d'argent sous forme de dividendes et de rachats d'actions. L'argent ne serait pas resté dans les caisses de l'UBS ; elle aurait tout de même dû mendier auprès de la Confédération. La Banque Nationale et la Confédération offrent aux actionnaires de l'UBS dans le pire des cas 68 milliards ; ce sont les riches en Suisse et à l'étranger qui en profitent. 75% des actionnaires UBS sont de petits actionnaires, qui possèdent seulement 4% des actions enregistrées. Au contraire, 57% des actions UBS sont possédés par 26 grands actionnaires (il n'y a pas de faute de frappe : il ne manque pas un « % »). Le cadeau de la Confédération à ces riches et ces super-riches ne peut pas non plus être justifié par la menace de perte des caisses de pension. En cas de faillite de l'UBS, les caisses de pension risqueraient de perdre au maximum 3 milliards de francs ; elles ont déjà perdu le double en début d'année avec leurs actions UBS.

La Banque Nationale elle-même qualifie l'aide à l'UBS d'«action de consolidation », et non d'«action de sauvetage ». Quant à nous, nous qualifions cette aide de cadeau pour les riches.

L'UBS n'a jamais menacé de faire faillite. Elle a perdu de plus en plus d'argent de ses clients, si bien que le cours de l'action baissait, et que les riches risquaient d'y perdre. Il y a en Suisse de l'argent plus qu'en suffisance, il a simplement été retiré de l'UBS et placé ailleurs. La chute actuelle des intérêts sur les obligations des banques cantonales en sont la meilleure preuve. La Suisse n'a pas besoin de l'UBS pour un système de paiement fonctionnel, ni pour l'octroi de crédits. Face à une menace de récession, la Confédération doit dépenser son argent de manière à faire croître la consommation. Avec ce cadeau aux riches, elle fait le contraire. Les riches ne vont pas dépenser l'argent, mais l'investir dans la prochaine bulle spéculative, et recommencer l'absurdité capitaliste à son point de départ...

## NOUS DISONS DONC NON AU CADEAU DE 68 MILLIARDS POUR LES ACTIONNAIRES UBS !

# Le 2ème pilier en danger

Vous avez certainement déjà entendu parler du taux de conversion de la LPP, du taux technique ou du taux mixte en ce qui concerne l'AVS et les rentes du 2ème pilier. Savons-nous tous ce que cache ces définitions? Quelles en sont les conséquences sur les rentes, sur les cotisations ainsi que sur les prestations des caisses de pension et de l'AVS?

Le taux conversion de la LPP est le plus important. C'est lui qui détermine le montant de la rente du 2e pilier qui sera versée à la retraite. Dans un système basé sur la capitalisation, l'avoir vieillesse est converti à l'aide de ce taux pour déterminer le montant de la future rente à vie.

Le taux de conversion de 7.1 % tel qu'il était en vigueur durant des années a permis d'obtenir à la retraite une rente 7 100F pour un capital du 2e pilier de 100 000F.

Noter bien que la baisse du taux ne sera possible que si la loi est changée lors des séances de décembre des chambres fédérales.

En plus le conseil fédéral vient de baisser le taux d'intérêt à 2 % pour 2008 ! La moyenne de 3,25 % va donc aussi fatalement baisser !

Voilà les conséquences directes des modifications du taux de conversion minimal proposés par le Conseil fédéral aux chambres fédérales. Il s'agit maintenant d'être attentif et de se mobiliser contre ce programme qui est un nouveau coup contre les futurs retraités.

## Programme prévu par le Conseil fédéral de la baisse du taux minimal de conversion qui était de 7,3%

Année	Hommes	Femmes
2007	7.1	7.15
2008	6.9	6.9
2009	6.75	Augmentation âge retraite à 65 ans pas d'adaptation
2010	6.55	6.65
2011	6.4	6.4

Mais au moins maintenant vous ne pourrez plus dire que vous ne savez pas ce qu'est un taux de conversion !

Penser aussi qu'en lançant un référendum contre cette loi, il est possible d'empêcher le mauvais coup préparé par le Conseil fédéral et les Chambres fédérale contre les retraités.

C'est bientôt le moment de tailler vos crayons !

Jean Spielmann

## Voici les conséquences du projet du conseil fédéral sur les rentes du 2e pilier

salaire mensuel	cotis. 17% dont 7.5% patr. <i>avoir vieillesse prévisionnel avec un taux d'intérêt moyens de 3.25%</i>	taux 7.3	taux 6.4	perte mensuelle sur la rente -12,3%	taux retraite/salaire	
					7.3	6.4
2'000	167'260	1'017.50	892.05	125.45	50.87%	44.60%
3'000	256'744	1'561.86	1'369.30	192.56		
4'000	334'520	2'035.00	1'784.11	250.89		
5'000	418'150	2'543.75	2'230.13	313.61		
6'000	501'780	3'052.50	2'676.16	376.33		
7'000	585'410	3'561.24	3'122.19	439.06		
8'000	669'040	4'069.99	3'568.21	501.78		
9'000	752'670	4'578.74	4'014.24	564.50		
10'000	836'300	5'087.49	4'460.27	627.22		

## Élections municipales au Chili : 4 maires communistes

Le pacte électoral de la gauche chilienne (Juntos Podemos Mas – Ensembles nous pouvons plus) a obtenu plus de 500'000 votes aux élections municipales le 26 octobre dernier. Ce qui représente près de 9% des électeurs chiliens. L'alliance, qui comprend le Parti Communiste du Chili, le Parti humaniste, le Parti de la gauche chrétienne et des Indépendants, a remporté 80 sièges de conseillers communaux et 7 mandats de maire.



**Claudina Nuñez, élue maire dans une commune populaire.**

Quatre des 7 maires élus sont communistes. Ces victoires se sont déroulées dans le cadre d'un accord «par omission» entre le PC et la Concertation démocratique, alliance entre le Parti socialiste, le Parti démocrate-chrétien et le Parti pour la démocratie.

L'accord «par omission» consiste à ce que la Concertation ne présente pas de candidats maire dans les communes où le PC a des chances de remporter la victoire, et vice-versa. Cet accord s'est concrétisé dans 25 communes (dont 8 favorables au PC).

Depuis le début de la transition à la démocratie, les formations politiques anti-systèmes ont été exclues du parlement et du sénat. L'accord par omission pourrait se réaliser lors des prochaines élections législatives. Des communistes ont des chances d'y être élus.

Le contexte de cet accord n'est pas sans lien avec l'inquiétude des dirigeants de la Concertation à pouvoir remporter les prochaines élections présidentielles en 2010.

## Pour le retour de Chin Peng en Malaisie

L'Association internationale des Juristes démocrates a lancé une pétition pour le retour en Malaisie de l'ancien secrétaire général du Parti communiste de Malaisie, Chin Peng. Né en 1924, il a été un résistant armé contre l'occupation japonaise entre le 8 décembre 1941 jusqu'en 1945. Héros de la lutte anti-japonaise, il a été à l'avant-garde de la lutte pour chasser le pouvoir colonial britannique et pour l'obtention de l'indépendance de la Malaisie en 1957.



En 1948, l'armée britannique a mené une campagne de répression inouïe en Malaisie, mettant le Parti communiste, les syndicats et les autres organisations démocratiques hors la loi. Chin Peng a été contraint à l'exil par les autorités malaisiennes d'après l'indépendance. En 1989 est signé l'Accord de Paix de Haadyai qui ouvrait la voie du retour pour Chin Peng. Or jusqu'à présent, cela ne s'est pas fait.

L'Association internationale des Juristes démocrates (AIJD) soutient la pétition pour le retour de Chin Peng en Malaisie en soulignant que le refus du Gouvernement malaisien viole le droit international. L'AIJD vous demande de signer la pétition réclamant que le Gouvernement malaisien honore ses obligations en vertu des lois internationales sur les droits de l'homme et accorde immédiatement la citoyenneté et résidence à Chin Peng. Les adhésions à la pétition peuvent être celles de personnes ou d'organisation.

Pétition: <http://iadl.servr.be/fr/node/199>

## Le 34e Congrès des communistes français

Les membres du PCF ont choisi leur base commune de discussion et ont approuvé à hauteur de 60% la proposition de la direction sortante. Les assemblées de section et de fédération ont jusqu'au 11 décembre prochain pour amender ce texte.

Deux textes alternatifs «Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps», déposé entre autres par André Gerin, et «Renforcer le PCF, renouer avec le marxisme», ont obtenu respectivement 24% et 15%. 40% des adhérents du PCF ont affirmé leurs valeurs et identité communistes.

La base commune affirme également le maintien du PCF. Cependant, des dirigeants du PCF ont dans les dernières semaines sorti un appel demandant au parti de changer de nom. André Gerin, maire communiste de Vénissieux, a réagi dans l'Humanité : «Qu'une partie de la direction continue d'être favorable à la création d'une nouvelle force politique n'est pas en soi choquant. En revanche que cette frange fasse semblant d'ignorer que l'immense majorité des communistes veut préserver un PCF autonome et tente de lui imposer un autre choix : là, je dis attention, danger de division.»



**Marie-Georges Buffet au 33e Congrès**

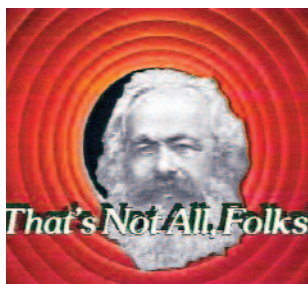
Sans répondre explicitement à la démarche de ces dirigeants, Marie-George Buffet écrivait dans l'Humanité que, pour elle, le PCF «n'est pas seulement une organisation mais un parti politique dont la vocation est d'être et de demeurer l'une des principales formations politiques de notre pays».

Les communistes français seront-ils plus unis après le 34 Congrès ?

**CINE CLUB**



**BERNIE**  
Vendredi 21 novembre 20h



**CARTOON MARX**  
**HISTOIRE DES CHOSES**  
Vendredi 5 décembre 20h



**OUTFOXED**  
Vendredi 19 décembre 20h

**LIBRAIRIE MILITANTE**



Ce livre nous fait découvrir la manière dont le socialisme cubain n'a cessé d'opérer sa propre rectification et ce sous le feu de l'ennemi. C'est pour cela qu'il y a dans le titre l'idée que loin d'être un modèle clé en main le socialisme est une aventure.

**CHF 45.-**  
**+ frais de port 5.-**

Ce livre témoigne d'un respect de l'histoire de ce peuple héroïque et des deux hommes extraordinaires que sont le Che et Fidel, unis par l'amitié et par le compagnonnage révolutionnaire sans pour autant jamais tomber dans l'hagiographie.

Dans cet ouvrage, la situation des droits de l'homme au sein de l'Union européenne est disséquée et comparée à celle de Cuba. Le continent américain, du Canada jusqu'en Argentine, est également passé à la loupe. Cette étude est intéressante à plusieurs égards. Tout d'abord, elle démontre que la représentation idéologique que l'on se fait de certains pays est souvent différente de la réalité. Ensuite, elle met en question l'autorité morale de l'Union européenne, qui se pose en juge suprême en matière des droits de l'homme. Enfin, elle remet en cause la légitimité des sanctions contre Cuba officiellement dues à la «situation des droits de l'homme» dans ce pays. Le constat est simple : la crédibilité de l'Europe sur cette épineuse question est relativement faible, pour ne pas dire inexistante.

**CHF 17.-**  
**+ frais de port 2.-**



Ce numéro d'Études marxistes sur la Chine comporte quatre parties : comment la Chine a évolué d'une société féodale à la révolution ; la construction économique de la Chine sous Mao Zedong ; le fonctionnement de l'économie depuis Deng Xiaoping; les succès ainsi que les dangers des réformes. De quoi permettre de se faire une idée matérialiste et nuancée des changements en Chine, de revoir certaines idées toutes faites et de poser des questions nouvelles.

**CHF 13.-**  
**+ frais de port 2.-**

**A commander sur [info@chemarx.org](mailto:info@chemarx.org) ou à l'adresse suivante :**  
**CheMarx, p.a. Cecilia Toledo, Quai du Seujet 34, 1201 Genève**

**PERMANENCES DU SECRETARIAT**

Après le départ à fin septembre de la secrétaire Valérie Rousset et le départ à la retraite à fin octobre de René Ecuyer, le secrétariat cantonal fonctionne avec une équipe de **7 camarades bénévoles** qui se répartissent les tâches.  
Le secrétariat est ouvert toutes les

après-midi de **14h à 17h** pour accueillir les membres et sympathisants.  
Les matinées sont consacrées au travail administratif. Désormais l'office social est ouvert mardi après-midi sur rendez-vous.  
**N° tél. 022.322.22.90**

**ASSEMBLEE ET CD**

- 19 novembre **Assemblée de section Cité**
- 19 novembre **Assemblée de section Rive Gauche**
- 1e décembre **Comité directeur**
- 15 décembre **Comité directeur**

# ASSEMBLEE PUBLIQUE

## CRISE DU CAPITALISME: QUELLES SOLUTIONS?

**Sur notre terre, le nombre d'affamés ne cesse d'augmenter.  
925 millions d'êtres humains souffrent de la faim.  
Chaque 5 secondes un enfant meurt de famine.**

Les Etats les plus riches n'ont pas trouvé les 82 milliards de dollars nécessaires pour assurer la fin des épidémies et la faim dans le monde. Pourtant, partout les Etats remboursent avec l'argent des contribuables les dégâts commis par les financiers.

**1400 milliards d'euros  
700 milliards de dollars  
65 milliards de francs suisses**



Le Parti du Travail proteste avec vigueur contre la décision du Conseil fédéral de renflouer la banque privée UBS avec les deniers des contribuables.

Cette décision a été prise dans le plus grand secret par le Conseil fédéral sans décision des chambres fédérales et aux mépris des lois et règles qui régissent la Banque Nationale Suisse.

Alors qu'il n'était pas possible de verser l'or de la BNS pour l'AVS, il est tout d'un coup possible de faire un cadeau de plus de 7 milliards de Francs à l'UBS!

Le peuple apprend par la presse que la BNS a choisi les îles Caïmans pour domicilier les créances douteuses de plus de 60 milliards de dollars.

L'ardoise, qui sera payée par la collectivité suisse, a été confiée à une société tierce située dans un paradis fiscal qui compte plus de 80 000 sociétés offshore pour 52 000 habitants.

Ça suffit, le Parti du Travail considère que le moment est venu de réagir. Les responsables des grandes banques se sont assez moqués de la population avec la complicité des autorités.

**Il est urgent que les collectivités publiques changent de cap pour mettre un terme au secret bancaire, aux tumultes financiers et mettent en place un véritable contrôle et une régulation des échanges financiers.**

## Congrès cantonal extraordinaire

Le fil rouge de notre congrès fut la reconstruction de notre Parti, un Parti de classe décomplexé et qui ose être communiste. Le sujet essentiel de notre discussion politique fut la crise financière. Notre analyse est qu'il s'agit d'une crise structurelle du capitalisme qui conduira nécessairement à une longue et grave récession ; et qui rend notre Parti plus indispensable que jamais. Car la crise signifie une grande aggravation des conditions de vie du peuple et un affaiblissement sans précédent du pouvoir capitaliste.

Aujourd'hui que la classe dirigeante, prise de panique, parle de la crise du capitalisme et que les ventes des livres de Marx quintuple d'elles mêmes, notre Parti à toutes les chances de redevenir une force politique qui compte ; cela à condition d'adopter une attitude décomplexée face au communisme, d'oser nous positionner comme le Parti de toutes les classes opprimées, d'oser dire que notre but est de gagner la lutte des classes, c'est-à-dire abolir l'exploitation de l'homme par l'homme et d'établir une société socialiste.

Un Congrès cantonal extraordinaire aura lieu le **samedi 21 février 2009** pour approfondir la réflexion sur ce qui a été évoqué au dernier Congrès, pour apporter des réponses idéologiques et politiques adaptées à la nouvelle situation économique mondiale.

Ce Congrès abordera plus précisément la situation financière internationale, des propositions et solutions à la crise, le rôle et l'identité du parti et les actions à venir en 2009.

Les sections recevront dès fin novembre un texte de préparation du Congrès extraordinaire, rédigé par la commission politique.

**JEUDI 27 NOVEMBRE 19H00**

AU PARTI DU TRAVAIL 2EME ETAGE - VIEUX-BILLARD 25